

Violences policières : rencontre avec deux femmes qui luttent

Dans la lutte contre les violences policières, de nombreuses femmes occupent désormais le devant de la scène. Mères, sœurs, amies, citoyennes, se mobilisent pour que ces violences soient reconnues par les autorités et que justice soit faite. Pour la plupart, l'objectif n'est pas tant de s'emparer de la parole mais plutôt de libérer celle des victimes, dont une écrasante majorité est composée d'hommes non-blancs et dont la parole est confisquée par le racisme structurel¹.

Partons à la rencontre de deux de ces femmes pour mieux comprendre leur combat. Latifa Elmcabeni a fondé le *collectif des madré*, un groupe de femmes qui lutte contre les violences policières dans le commune de Saint-Gilles à Bruxelles. Yasmina Tobbeche gère *Quarantine Watch*, une plateforme de veille démocratique sur Facebook, lancée suite à l'adoption des mesures de confinement. Si les moyens qu'elles utilisent sont bien différents, leurs préoccupations et positions se rejoignent notamment sur la question du racisme structurel, de la solidarité entre femmes et du rôle fondamental joué par l'école.

Latifa Elmcabeni, collectif des madré

COMMENT EST NÉ LE COLLECTIF DES MADRÉ ?

Le *collectif des madré* a été créé en 2018. Cette année-là, il y a eu des émeutes après un match de foot du Maroc. Charles Picqué² parlait beaucoup de répression. On avait fait appel à une journaliste du Soir pour dire qu'on n'était pas d'accord avec lui, qu'il ne fonctionnait pas dans la répression, qu'il y avait des violences policières et qu'il devait être à l'écoute. Quand l'article est sorti dans *Le Soir*, il était écrit en grand « *Les mères des délinquants* ». Un enfant ne naît pas délinquant. Ce sont des facteurs de la société qui font qu'il le devient, par exemple le décrochage scolaire et le placement dans l'enseignement spécialisé alors qu'il n'y a pas sa place. Quand j'ai lu « *les mères des délinquants* », ça ne m'a pas du tout plu. On a commencé à réfléchir et j'ai proposé de créer le collectif. On l'a appelé *collectif des madré* parce que quand les jeunes parlent de leur maman, ils ne disent pas « *ma mère* ». Ils disent toujours « *j'ai vu ta madré* », « *j'ai parlé avec ta madré* ». C'est pour ça que j'ai pris ce terme qui nous relie, nous les mamans, à nos enfants. Pour moi le lien est très fort.

QUEL EST VOTRE CONSTAT PAR RAPPORT AUX VIOLENCES POLICIÈRES ?

Il y a quatre sortes de violences policières : les violences verbales, les violences physiques, les violences psychologiques et les violences sexuelles. J'ai remarqué que ce sont souvent les garçons qui subissent les violences, et plus particulièrement les mineurs. C'est dangereux parce que c'est l'âge le plus fragile, où on recherche son identité, où on essaye de créer son estime de soi.

Parler des violences policières est très compliqué. C'est un sujet assez tabou. C'est quelque chose qui te fait mal à l'intérieur parce que quelque part on t'a blessé, on t'a humilié. En tant que mineur c'est encore plus difficile. C'est pour ça que je me mobilise à fond pour que les choses bougent. Parce qu'un jeune qui bascule, c'est toute sa vie qui bascule. Il

¹ À ce propos, lire notamment <https://www.revue-ballast.fr/angela-davis-et-assa-traore-regards-croises>.

² Bourgmestre de la commune de Saint-Gilles.

peut vite tomber dans la délinquance à cause de la haine et de la colère.

Ce sont souvent les personnes des quartiers populaires qui regroupent des citoyen-ne-s issu-e-s de l'immigration maghrébine ou africaine dans des situations de précarité qui sont victimes de violences. C'est toujours la même population qui subit. Mais c'est difficile d'avoir des chiffres. Lors de ma première interpellation, le 1^{er} mars 2018, j'ai été vraiment mal accueillie par le Bourgmestre qui disait « *pas de témoignages, pas d'abus* ». J'ai donc été frapper à toutes les portes pour voir comment les institutions, telles que le Délégué général aux droits de l'enfant, la Ligue des droits humains, UNIA, le MRAX, pouvaient nous aider. On travaille aussi avec Bruxelles Laïque, Stop répression, Justice pour Mouad. On essaie de faire plein de choses pour que chacun-e sensibilise son quartier et ramène des gens. Un jour on sera super nombreux-euses. Je sens que les choses vont commencer à changer parce que la parole se libère de plus en plus. Et libérer la parole, c'était le plus compliqué dans notre combat. Pour que les gens témoignent, il faut construire une confiance. C'est tout un travail de réflexion. C'est dans cette optique qu'on a lancé un appel à témoignages avec Blédarte³.

QUELLES SONT VOS REVENDICATIONS ?

Lors des différentes interpellations, nous avons demandé plusieurs choses. Tout d'abord, une évaluation externe de la brigade UNEUS⁴. Deuxièmement, de revoir les formations initiales et continues de la police. Troisièmement, un contrôle démocratique afin de lutter contre l'impunité, par exemple à travers le récépissé (attestation nominative à délivrer lors d'un contrôle d'identité). Enfin, mon quatrième point est la réinsertion des jeunes, après l'IPPJ (institutions publiques de protection de la jeunesse) ou la prison. Ainsi que la prévention anti-décrochage scolaire et anti-enseignement spécialisé. Parce que le décrochage, c'est ce qui fait que tu te retrouves dans la rue. Tu es dans une bulle, tu as l'impression que personne ne te comprend et tu t'accroches à une délinquance pour montrer que tu existes. Même si t'as une bonne éducation.

Aujourd'hui, on essaie de nous diviser et ce n'est pas juste. Parfois, je ne sens pas ma place dans la société. Je suis stigmatisée. On me colle vite une étiquette sans vraiment me connaître et ce n'est pas normal. On me dit que je suis une « *mère de délinquant* », que nos enfants ne sont pas éduqués. Mais c'est la société qui a rendu nos enfants comme ça. Lors de la première interpellation au Bourgmestre, j'en avais les larmes aux yeux. Il nous a humiliées, il nous a traitées comme des moins que rien. Cela m'a énormément blessée. Il ne connaît rien de moi. C'est pour ça que je libère toutes ces paroles et que je n'hésite pas à raconter mon ressenti. Pour être ensemble, il faut déjà me comprendre et savoir qui je suis réellement.

LUTTER ENTRE FEMMES, C'EST IMPORTANT POUR VOUS ?

Ce sont les hommes qui subissent les discriminations et les violences. Quelque part, ils ressentent de la colère et de la haine et ont donc plus de difficultés à libérer leur parole. Ils ne croient plus en la justice. Mais ils sont là, ils sont derrière nous.

Au temps des colonisations, les femmes étaient très militantes, anti-capitalistes, anti-colonialistes. Elles se sont toujours battues pour leur famille et ont fondé beaucoup d'organisations autonomes pour défendre les droits des femmes dans les années 50-60. C'est très important de le savoir. Nous les femmes, on est toutes militantes quelque part, chacune à sa façon. Moi, c'est plutôt sur des projets concrets. À travers mon rôle

³ Un collectif bruxellois bilingue, féministe et décolonial. Tous les dimanches depuis le 17 mai, des témoignages sont diffusés sur la page Instagram du collectif Blédarte www.instagram.com/bledarte_collective.

⁴ Police de proximité mise en place depuis 2012 par la commune de Saint-Gilles pour assurer prévention et sécurité dans la zone de Midi. Des jeunes du quartier, notamment du square Jacques Franck, ont dénoncé plusieurs cas de violences et d'humiliations dans le chef de ces policiers, compilés dans un rapport du Délégué général aux droits de l'enfant sorti en octobre 2018. La commune réfute la plupart des faits. Voir notamment : www.alterechos.be/uneus-cow-boys-de-proximite.

de pilier de la famille, je suis aussi très à l'écoute. D'autres organisent des débats, des festivals. Tout ça se complète. Grace à toutes ces personnes, on ne forme qu'un même combat. Je trouve ça vraiment génial et je félicite toutes ces femmes qui agissent.

Yasmina Tobbeche, *Quarantine Watch*

QU'EST-CE QUE *QUARANTINE WATCH* ET COMMENT EST NÉE CETTE INITIATIVE ?

Quarantine Watch est une page Facebook de veille démocratique qui a été lancée au tout début du confinement suite à la communication autour des mesures urgentes liées au Covid-19. J'ai pensé que face à ces mesures, ce serait bien d'avoir un relais d'informations mais aussi d'actions afin de participer, même modestement car cela reste une page Facebook, à un effort collectif de vitalité démocratique en ligne.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CETTE PAGE ?

Le premier objectif est d'informer sur les risques qui pèsent sur nos droits et libertés. C'est aussi de croiser les informations en évitant un biais majeur : diffuser des mauvaises nouvelles alarmistes chaque jour, en tordant un peu le réel, en l'aggravant. Cela engendre une défiance généralisée et finalement, cela démobilise. L'idée est de porter un idéal démocratique dans le message, de structurer la colère parce qu'elle est très légitime, tout en proposant un discours intransigeant pour ne pas alimenter du confusionnisme qui ne profite qu'aux manifestes fascistes. Et puis surtout, de montrer que malgré le confinement, il y a des résistances qui ont lieu. Croiser les intervenant·e·s et visibiliser le travail important mené par les associations, les collectifs, le personnel soignant, etc. La page sert aussi à partager des informations relatives à la solidarité internationale pour montrer qu'il n'y a pas que la Belgique. On est dans une crise qui se vit globalement et qui touche aussi les populations plus vulnérables qui étaient déjà impactées bien avant la crise.

La page fonctionne comme un point de relais pour réorienter systématiquement vers les associations qui sont les premières concernées par les thématiques en question. C'est plus une démarche qu'une fin en soi.

COMMENT LA PAGE EST-ELLE GÉRÉE ?

La page est gérée avec toutes les limites que Facebook comporte. Il y a des limites techniques évidentes. Mais aussi des limites en termes de diffusion. Une communication qui dépend de Facebook, c'est vraiment pénible, surtout quand on considère le fonctionnement d'algorithmes. Pour faciliter cette gestion-là, au niveau de la tenue de la page à proprement parler, je m'en occupe toute seule parce que j'ai une vue d'ensemble qui me permet de gérer les publications, le relais dans les groupes. Ce n'est pas évident parce que j'ai mon boulot et le reste. L'idée n'est pas non plus d'avoir une page qui fonctionne de manière démente. L'objectif est d'avoir un petit projet modeste qui porte un discours cohérent. C'est une démarche dont tout le monde peut s'emparer, y contribuer, écrire, suggérer des éléments. J'essaie de m'informer, d'en discuter avec les gens qui sont proches et de trouver ensuite un équilibre dans les thématiques abordées.

LE CONFINEMENT A-T-IL ENGENDRÉ PLUS DE VIOLENCES POLICIÈRES, OU DES NOUVELLES FORMES DE VIOLENCES ?

Je ne dirais pas que les violences policières sont arrivées avec la crise sanitaire. Il y a un continuum. Tout ça préexistait. Évidemment, cela touche de manière systémique les populations les plus vulnérables qui étaient déjà les plus exposées avant le début de la crise. De la même

manière que la crise sanitaire touche des populations qui étaient aussi plus vulnérables avant le début de cette crise, c'est-à-dire les travailleurs précaires, les personnes âgées, malades, en situation de handicap, qui sont carrément sacrifiées. On parle quand même de vies humaines. Si on parle des travailleurs précaires, on voit que les grand·e·s absent·e·s dans les discours politiques (mais pas dans la solidarité), ce sont les travailleurs et travailleuses du sexe et qui sont aussi très impacté·e·s par les violences policières. Le nombre d'appels d'urgence concernant les violences machistes a augmenté et on vit une crise de l'hébergement. Pour les violences policières, je dirais que le contexte, s'il n'a pas facilité, a au moins encouragé les abus. On a vu qu'il y avait des discours qui invitaient à la dénonciation du voisinage. Beaucoup d'interventions abusives ont été rapportées à *Quarantine Watch*, comportant souvent une dimension raciste. Pas toujours ou parfois indirectement, mais très souvent. L'issue de ces interventions, il ne faut quand même pas l'oublier, c'est la mort d'Adil à Anderlecht dans une course poursuite. Suite à de tels événements, la page ne pouvait pas se limiter à un relais d'informations. Il y a un élan de solidarité animé par un désir de justice qui est né. J'ai rédigé l'appel des événements « Justice pour Adil ». Là encore, la politique répressive s'est exprimée en sanctionnant des citoyen·ne·s qui affichaient des messages de soutien à leur fenêtre.

Maintenant, je ne suis jamais très enthousiaste à l'idée d'isoler les violences policières d'un contexte plus général. De considérer les violences policières comme le fait de seulement quelques policiers abusifs. Tout ça participe d'un contexte beaucoup plus large, à mettre en relation avec d'autres systèmes d'oppression.

DANS UN ARTICLE DU SOIR, VOUS VOUS PRÉSENTEZ COMME UNE MILITANTE FÉMINISTE ET ANTIRACISTE. C'EST IMPORTANT POUR VOUS D'ADOPTER CETTE POSTURE DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ?

Je ne me suis pas présentée ainsi, le journaliste a dû chercher et trouver l'une ou l'autre pétition. Ceci dit, j'aurais préféré anti-fasciste à anti-raciste, mais c'est bien aussi ! Tant qu'à insister sur quelque chose, vu le contexte politique dans lequel on se trouve, notamment en Europe où on voit arriver la montée des nationalismes un peu partout, je pense que réaffirmer l'antifascisme n'est pas du luxe. Par rapport aux violences policières, pour relier ça à notre société qui reste une société patriarcale, avec du racisme systémique, il n'y a rien d'étonnant à ce que des violences policières participent de ces systèmes d'oppression. Comme je le disais, il faut vraiment considérer ces violences de manière plus générale et pas comme le seul fait de quelques policiers abusifs. Dans la même logique, il y a de nombreux témoignages qui pointent de vrais manquements dans la prise en charge de femmes victimes de violences machistes. Là non plus, la police ne joue pas son rôle de service à la population. Mais comment le pourrait-elle dans un tel contexte patriarcal ? Et comment, dans un système avec autant de racisme systémique, la police pourrait-elle ne pas mettre en œuvre ce racisme ? C'est très compliqué. Maintenant, il faut pouvoir considérer le contexte tout en ne se réfugiant pas derrière cette considération pour justifier l'immobilisme, le « foutu pour foutu ». Ça demande beaucoup d'abnégation et de travail.

LE CONTENU DE LA PAGE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE « FEMMES DE DROITS ». COMMENT EST NÉE CETTE COLLABORATION ?

Un peu comme tout ce qui s'est fait via cette page, par enchaînement et par suite logique. Il fallait indiquer un site de référence pour la création de la page Facebook, donc tant qu'à faire, autant visibiliser une association féministe. D'autant plus que l'association proposait de dupliquer le contenu de la page sur son site. Ce sont des solidarités de femmes. Il y a beaucoup de femmes engagées dans du plaidoyer constructif sur internet, avec une force du collectif où le but n'est pas juste d'alimenter des batailles d'égo. L'idée est de continuer de favoriser la vitalité de la démarche, de visibiliser cette association, de créer du lien avec elle.

SOUHAITEZ-VOUS AJOUTER AUTRE CHOSE ?

Je déplore que dans le débat actuel autour de la crise sanitaire, on parle si peu ou si mal de l'école, qui est pourtant incontournable à la vitalité démocratique. C'est plus que fondamental comme angle d'attaque. L'institution scolaire est terriblement reproductrice d'inégalités et de violences racistes. À nouveau, ce constat ne doit pas empêcher d'y travailler. J'invite chacun·e à réfléchir aux violences institutionnelles en milieu scolaire. On a beaucoup parlé de continuité pédagogique mais très peu d'idéal démocratique transmis aux élèves et c'est assez préoccupant. L'école devrait contribuer à la formation des jeunes citoyen·ne·s, à donner des outils démocratiques suffisants pour pouvoir s'informer.

Si on ne considère pas les violences institutionnelles en milieu scolaire, ça n'a aucun sens de lutter contre les violences policières, ça ne fonctionnera pas. Parce que c'est à l'école que les jeunes, et en particulier les jeunes racialisés, subissent les premières violences.